

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3789>

"Fralib : négociations imposées à Unilever"

- Actualités -

Date de mise en ligne : mardi 29 mai 2012

Description :

Nous publions ici l'article de Benoît Borrits pour "Autogestion" dans la mesure où une SCOP pourrait constituer une alternative

Rencontres Sociales

Nous publions ici l'article de Benoît Borrits pour "Autogestion" dans la mesure où une SCOP pourrait constituer une alternative

Fralib : négociations imposées à Unilever Par Benoît Borrits, publié le 26 mai 2012

Après plus de 600 jours de lutte, les salariés de Fralib ont enfin obtenu que des négociations puissent s'engager avec Unilever. Les négociations démarreront dès la semaine prochaine. Le Ministre a ouvert un délai d'un mois pour ces premières discussions. Au bout de ce délai, le point sera fait avec lui.

Après l'annulation par le Tribunal d'instance de Marseille des deux premiers Plans de « sauvegarde » de l'emploi, Unilever a présenté un troisième PSE. Grâce à diverses manoeuvres du précédent gouvernement et de son ministre du Travail, Xavier Bertrand, notamment en laissant passer volontairement le délai légal pour envoyer le procès-verbal de carence qui avait été dressé et en ordonnant à la Direction Départementale du Travail de bloquer la lettre d'observations sur le PSE qu'elle envisageait de transmettre à la société Fralib, ce troisième PSE n'a pas été rejeté par le Tribunal d'Instance. La direction de Fralib en a profité pour envoyer les premières lettres de licenciement et tenter de déménager le site de Gemenos (13).

Face à cela, les salariés ont occupé l'usine le 11 mai 2012. La direction a tenté de riposter en demandant au Tribunal d'instance l'expulsion des salariés du site. Le tribunal a donné un délai jusqu'au 1er juin pour que des négociations s'engagent. Depuis, les événements se précipitent. La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé d'exercer son droit de préemption sur le site de Fralib à Gémenos, afin d'empêcher toute vente du site par Unilever. Vendredi 25 mai, Arnaud Montebourg, Ministre du Redressement productif a annoncé de nouvelles avancées :

- ▶ Unilever accepte de participer à des discussions avec la délégation des salariés de Fralib ;
- ▶ Unilever s'engage à ne pas mettre en application l'expulsion des salariés du site après le 1er juin ;
- ▶ Unilever confirme que les machines ne quitteront pas l'usine.

Un processus de discussions et de négociations va s'ouvrir sous l'égide du Ministère du Redressement productif, du Ministère de l'Economie sociale et solidaire, du Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et du Ministère du Travail. Dans ce cadre, le Ministre a confirmé l'engagement public pour que le projet des salariés soit affiné, avec le concours d'experts mis à dispositions par l'Etat. La solution alternative des salariés est désormais prise en compte et sera au coeur du processus de négociations qui s'engage.

Communiqué du 25 mai 2012 des syndicats CGT et CFE-CGC de Fralib

<http://www.autogestion.asso.fr/wp-c...>

Solution alternative présentée par les syndicats CGT et CFE-CGC

<http://www.autogestion.asso.fr/wp-c...>